

Réunion de la
Commission d'interprétation N°1
(CPN art 51)
Relevé des avis du 18 janvier 2010.

Approuvé le 30 juin 2010

Participants

Pour la CFDT : Mme LAFAILLE Marie, M. PERSON Cyrille
Pour la CFE-CGC : Mme PETIT Suzie, M. MORITZ Eric, M. YDIER Guillaume
Pour la CFTC : Mme MARSAL Marie-Paule, M. BONNEAU Alain, M. MIRAN Loïc
Pour la CGT-FO : Mme KERMORGANT Françoise, Mme CLAUDE Sonia, Mme GASTELLU Diane,
Pour l'UNSA : Mme BONAL Annick, M. NUGUES Dominique, M. BENHACENE Christophe

Pour la Direction de Pôle emploi : Mme BLONDEL Dominique (DRS), M. RASHID Moïse (DGA-RH), M. MATHIOT Alain (Chef de département RDS), M. BAILLIEUX Jean-Pierre (Directeur de Cabinet du DGA-RH)

Après le rappel effectué par Moïse RASHID, aux organisations syndicales non signataires de la CCN, des règles de composition de la commission d'interprétation, définies par l'article 51 de la CCN, les délégations concernées (CGT et SNU) quittent la séance. Il est par ailleurs rappelé aux membres de la commission la règle de deux représentants par organisation siégeant, règle qui sera observée dès la prochaine réunion.

Recensement des points à l'ordre du jour

Points CCN soumis à interprétation :

- a. Article 4 § 8, 9, et 10 : souhait de clarification des populations concernées
- b. Article 14 : salaire de référence pris en compte pour la mise à niveau de l'ancienneté
- c. Article 19 -3 § 1 et 2 : salaire de référence des augmentations
- d. Art. 21 : clarification sur l'obligation ou non de la tenue de l'EPA

- e. Article 28-4 § 2 : précision sur le renouvellement du congé de solidarité familiale
- f. Article 29-1 : ajout du motif de décès du partenaire lié à l'agent par un PACS
- g. Article 31 §3 : réduction du congé prénatal de 3 semaines au lieu de 4
Article 34 §2 : prise en compte de la fonction d'assesseur auprès des tribunaux pour enfants
- h. Section Y : complétude des annexes

Projet de règlement intérieur

1. Relevé des avis

Les membres de la commission d'interprétation, réunie le 18 janvier 2010, conviennent de retenir les interprétations suivantes dans l'application des dispositions des articles cités ci-après de la convention collective nationale de Pôle emploi. Chaque interprétation des points recensés au chapitre 1 – relevé des avis, a fait l'objet d'un vote ayant recueilli l'unanimité selon les dispositions de l'article 51 de la CCN susvisé.

- A l'**article 4 § 8, 9, et 10** : il convient de considérer que les dispositions de l'alinéa 8 concernent les licenciements individuels, alors que les dispositions des alinéas 9 et 10 concernent les licenciements collectifs.
Aussi, la durée de la priorité d'embauche est d'un an en cas de licenciement individuel et de deux ans en cas de licenciement collectif.
- A l'**article 14 § 2 alinéa 1^{er}** : il est précisé que cet alinéa prévoyant l'application du dé plafonnement de 15 à 20 ans de la prime d'ancienneté dès l'entrée en vigueur de la CCN s'applique aux agents de droit privé concernés à compter de janvier 2010.
- A l'**article 19.3 - Promotions §1 et 2** : il convient de lire « du salaire antérieur » au lieu de « du salaire de base antérieur ».
- A l'**article 21 : Entretien professionnel annuel** : il est précisé que l'EPA doit être proposé à l'ensemble des agents mais qu'un agent peut refuser de participer à un tel entretien. La note fixant les règles et modalités de la procédure correspondante précisera ce point
- A l'**article 28.4 - Congé de solidarité familiale** : il est précisé que ce congé est renouvelable une fois, comme l'autorisent les dispositions de l'article L. 3142-17 du code du travail.
- A l'**article 29-1 § 1** : le droit à congé de 5 jours accordés en cas de décès du conjoint ou d'un enfant est considéré comme applicable au décès du partenaire lié à l'agent par un pacs.

- A l'**article 31 § 3** : les dispositions de la CCN ne pouvant être moins favorables que celles du droit du travail, il convient de lire : « le congé prénatal peut être réduit de 3 semaines », au lieu de « le congé prénatal peut être réduit de 4 semaines », conformément aux dispositions d'ordre public de l'article L.1225-30 du code du travail.
- A l'**article 34 § 2** : les agents de Pôle emploi appelés à siéger en tant qu'assesseurs auprès des tribunaux pour enfants sont admis au bénéfice de cette disposition
- A la **section Y Annexes** :

Les membres de la commission considèrent que le tableau d'évolution de la valeur du point salaire et de la partie fixe à la date d'entrée en vigueur de la CCN (ce tableau est joint en annexe) fait partie de l'annexe Y.

Les membres de la commission considèrent que l'accord NTIC du 12 juin 2009 est intégré à la CCN conformément à l'article 7 de l'accord précité.

2. Points soumis à discussion ou demandant précision

A l'Art. 10 : Travail à temps partiel : La formule de temps partiel à 90 % sur 4 jours (avec ½ journée au titre du temps partiel et ½ journée de RTT), spécifique au statut de droit public, n'est pas reconduite dans le cadre de la CCN. Il convient toutefois de rappeler que l'article 10 de la CCN prévoit que des modalités spécifiques d'organisation du temps partiel peuvent être mises en place dans les établissements sur demande des agents. Les établissements peuvent donc gérer les temps partiels avec souplesse au cas par cas, en laissant la possibilité de prendre ½ journée de temps partiel accolée à une ½ journée de congé ou de RTT. Cela sera précisé à la réunion du réseau RH de janvier.

A l'Art. 26.3 : Mesures d'accompagnement de la mobilité géographique. Des cas d'exclusion du dispositif relatif au changement de domicile non justifiés sont signalés. Il est confirmé que les dispositions relatives au changement définitif de domicile d'un agent sont mises en œuvre dès lors que l'intéressé confirme sa nouvelle affectation. Il peut alors percevoir les aides afférentes, que le bail ait été ou non signé avant la prise effective du poste, dès lors que ce bail est signé, une fois le poste attribué.

A l'Art. 41 §15 : Disposition locale au sein des établissements de Pôle emploi. Réunions syndicales et autorisation d'absence et plus particulièrement les absences exceptionnelles dans le cadre de l'exercice du droit syndical. La note d'interprétation évoque la question des absences pour mandats syndicaux payées dans la limite totale annuelle de 20 jours ouvrés par agent qui doit être mandaté par une organisation syndicale, soit au niveau local, soit au niveau national, pour des réunions à l'extérieur des locaux de pôle emploi. Elle en spécifie le caractère cumulatif. Il est précisé que ces dispositions ne peuvent être utilisées pour tenir des

réunions d'information, mensuelle ou annuelle mais uniquement pour accomplir un mandat local ou national et en principe à l'extérieur de l'établissement.

A l'Art. 52.3 - Modalité de repositionnement individuel : Quelque 140 managers au siège ou en DR ont fait l'objet d'une proposition de repositionnement dans la CCN au coefficient de base 350, du fait de l'absence de l'emploi générique affecté du coefficient de base 400 dans la grille de repositionnement. Il est proposé un traitement spécifique de ce point et de réétudier cette question dans le cadre de la commission de suivi du droit d'option. Avec l'accord des organisations syndicales, ce point est donc reporté à la commission de suivi du droit d'option. Toutefois, un des membres de la commission émet des réserves à ce qu'un accord collectif soit modifié par une note unilatérale de l'employeur.

3. Points de désaccords

A l'Art. 37 § 2 et 3 Départ et mise à la retraite. Un des membres de la commission soulève la question du calcul de l'indemnité de départ à la retraite qui équivaldrait pour les agents ayant opté selon elle à une année de franchise pour la première année d'option, au-delà de laquelle les dispositions de la CCN en la matière s'appliqueraient pleinement pour tous les agents à savoir une prise en compte de la totalité de l'ancienneté au sens de la CCN. Après débat, entre les membres de la commission, il n'y a pas eu de position unanime sur cette question et la direction maintient son interprétation.

La commission n'ayant pas abordé le point 2 de l'ordre du jour, relatif au règlement intérieur, l'examen de celui-ci est reporté à la prochaine réunion de la commission. Une version du document sous forme projet est jointe au présent relevé des avis.

Après approbation unanime de ce relevé de décisions, la direction de Pôle emploi portera ce document à la connaissance des directeurs régionaux et directeurs des ressources humaines, des représentants et délégués syndicaux, et plus globalement de l'ensemble des agents de Pôle emploi par tous moyens adaptés.